

encore des reculs, des retours en arrière. Car cette dynamique n'a pas été assimilée de façon consciente par tous les grévistes ! Et personne ne songera à avancer que la masse des producteurs était entrée en lutte contre le capitalisme.

Mais si le corporatisme constitue pourrait-on dire, le niveau de conscience spontané des petits producteurs agricoles il importe maintenant que les militants qui se réclament du socialisme tirent les leçons de la grève pour éliminer toutes les illusions qui existent encore parmi eux et qui auraient pu, pendant la lutte, compromettre la victoire du mouvement.

#### a) L'ambiguïté du prix de revient

L'an dernier, le CEPLO (Comité spécialisé de la FRSEAO qui regroupe les producteurs de lait) avait établi le prix de revient (toutes charges, salaire égal au SMIC inclus) d'un litre de lait sur une exploitation de moyenne productivité (9) et avait ainsi avancé le chiffre de 62 centimes (10), actualisé cette année à 67, 73 centimes. C'est sur ce chiffre que se sont déroulées toutes les campagnes de mobilisation, aussi bien des FDSEA que du CRJA ou des Paysans Travailleurs.

C'est également sur cet objectif de 67,73 centimes que les paysans bretons se sont mis en lutte, au delà même des 60 centimes revendiqués en mai.

Mais que signifie donc ce chiffre pour les paysans ? Pour tenter d'y répondre précisément, il faut comprendre les différenciations qui s'opèrent actuellement dans l'agriculture bretonne : grosso modo, on peut distinguer 3 couches :

— à la base, tous ceux qui n'ont pas (pour diverses raisons) amélioré leur productivité et continuent les anciennes techniques. Certes, ils n'ont pas beaucoup d'emprunts sur le dos, mais ils ne disposent en moyenne que de 5 à 10 vaches et atteignent rarement les 3 000 litres par vache. Le prix de revient ne signifie pas grand chose, dans la mesure où ils ne sont pas spécialisés, et produisent finalement peu. Leur niveau de vie baisse sans cesse et on voit mal comment ils trouveraient les capitaux nécessaires soit pour s'agrandir, soit pour améliorer leur productivité par Ha.

— à l'opposé, il y a les gros producteurs, qui ont pu investir dans de bonnes conditions, à la fin des années 50. Ils disposent de structures correctes : 50 — 100 Ha et peuvent espérer s'agrandir. Leur atelier « lait » compte de 40 à 80 vaches. La moyenne économique peut atteindre

chez eux 5 000 litres de lait par vache, avec 2 UGB/Ha (11). Leur prix de revient se situe donc davantage autour de 45 que de 67 centimes. Ce sont eux qui profitent de la restructuration de l'agriculture. L'augmentation de leurs profits leur permettra, en particulier, d'accaparer les terres au détriment des petits producteurs.

— entre les deux, il y a effectivement la couche d'agriculteurs qui constitue l'échantillon du prix de revient. Mais à l'intérieur même de cette couche, de producteurs spécialisés, dont les structures varient entre 15 et 40 Ha, des différenciations commencent à s'opérer. Si certains ont effectivement un prix de revient voisin de 67 centimes, d'autres atteignent des moyennes économiques supérieures à celles de l'échantillon, ou bien ont bénéficié de rente de situation, tandis que les autres n'atteignent pas non plus les 3500 litres, pour 1 UGB/Ha. Bien que l'avenir de ces exploitants, pris globalement, soit relativement sombre, en raison des dettes contractées, des emprunts à renouveler fréquemment, et de l'impossibilité de rentabiliser à plein les capitaux engagés, les plus favorisés d'entre eux peuvent espérer rejoindre peu à peu les couches supérieures.

Mais tous peuvent avoir cette illusion que contribuent à répandre les dirigeants corporatistes.

On ne peut prétendre que l'obtention des 67,73 centimes aurait le même effet pour tous les producteurs.

Or, axer toutes les batailles autour de cette notion de prix de revient, c'est faire croire que tous les producteurs et particulièrement ceux de cette couche de paysans moyens dont sont issus la plupart des paysans travailleurs, ont les mêmes intérêts et le même avenir. C'est oublier que la manipulation des prix n'est qu'un instrument d'une politique globale qui vise aujourd'hui à éliminer les 3/4 des agriculteurs.

Mais, si leur avenir n'est pas toujours entièrement défini, les paysans moyens doivent choisir : opter pour les paysans pauvres, que la plupart d'entre eux finiront par rejoindre, ou se ranger du côté des gros producteurs. Il n'y a pas de voie intermédiaire.

Parce que cette revendication d'un prix de revient basé sur le SMIC a une certaine dynamique, les organisations corporatistes ont cependant hésité à le mettre en avant cette année. Les industriels l'ont bien compris aussi, qui parlent de « revendication politique ». Déjà l'an dernier, mais plus encore cette année, les 67,73 centimes symbolisaient pour l'ensemble des producteurs le salaire que leur devaient les industriels. Les luttes actuelles ne sont